

Articulations

Centre Socialiste d'Éducation Permanente
rue de Charleroi, 47 • 1400 Nivelles
tél.: 067 / 89 08 50 - 067 / 21 94 68
fax: 067 / 21 00 97
Courriel: infos@cesep.be

numéro
vingt

Paix et justice
en Israël/Palestine.....I

On demande aux
palestiniens de payer
l'addition de la
colonisation.....III

Un israélien en guerre
contre Sharon.....VI

Tout d'abord, le mur
doit tomber..... X

La révolution
sioniste est morte..... XI

Le défi, la dignité
et le dogmatisme..... XIII

Ecoutez les pilotes.. XVI

Réalisation Jean Vogel

Paix
et Justice
en Israël/
Palestine

Seuls les Don Quichotte ont raison

par Jean Vogel

Le récit d'un historien du futur, qui saisiserait le cours d'ensemble de la situation dans la «Palestine historique», en négligeant les vicissitudes des trêves et des accords sans lendemain qui l'ont ponctué, pourrait parler de l'an 2003 comme de la cinquante-sixième année de la guerre judéo-arabe. Il aurait à la fois tort et raison. Il aurait raison puisqu'il s'agit du plus long conflit guerrier de l'histoire dans la zone euro-méditerranéenne depuis la «guerre de cent ans» entre la France et l'Angleterre au XIV^e-XV^e siècles. Il aurait tort puisque les causes, les enjeux et les responsabilités de la poursuite du conflit se posent aujourd'hui en des termes radicalement différents de ce qu'ils étaient à son origine.

A l'époque les gouvernements arabes comme les autorités de fait de la population palestinienne refusaient purement et simplement d'accepter la création de l'Etat d'Israël, voire même de tolérer la présence juive en Palestine. Le déclenchement de la guerre en 1948 n'était que la conséquence logique de ce refus et de ce rejet. La poursuite de la guerre au cours des décennies qui suivirent a été le résultat conjugué de la continuation de ce refus arabe initial et du refus israélien de reconnaître et de réparer la spoliation dont avait été victime une grande partie du peuple palestinien.

Mais aujourd'hui, la prolongation de la guerre est due avant tout au fait que les gouvernants israéliens persévèrent, au mépris le plus complet du droit international et de leurs propres engagements, dans une politique d'occupation et de colonisation ininterrompue des

territoires occupés lors de la guerre de 1967.

En écrivant cette dernière phrase, nous entendons déjà les voix qui s'exclameront «Comment! Et la sécurité d'Israël! Et les bombes humaines! Et les fanatiques du Hamas et du Djihad islamique!» L'accumulation de haine insensée et de crimes et d'horreurs perpétrés de part et d'autre ne devrait pas aveugler sur le fait que depuis dix ans, les Palestiniens ont consenti d'immenses concessions, depuis la reconnaissance de l'existence de l'Etat d'Israël jusqu'à l'acceptation de voir leur futur Etat limité à seulement 22% du territoire de la Palestine historique⁽¹⁾, alors que les gouvernants israéliens successifs n'ont cessé de tergiverser, de reporter les échéances, d'avancer des exigences inacceptables, tout en continuant imperturbablement l'entreprise de colonisation des territoires palestiniens.

Nous ne prétendons pas être impartial en abordant ce thème. Nous sommes pour la paix mais il n'y aura pas de paix si Israël ne fait pas pleinement droit aux légitimes exigences des Palestiniens.

En concevant ce dossier, nous n'avons pas voulu réexposer, pour la énième fois, les données du conflit qui nous semblent largement connues de tous ceux qui s'y intéressent. Nous avons préféré donner la parole à des voix dissidentes ou non-conformistes israéliennes ou palestiniennes qui s'efforcent de faire reculer les carcans de haine et d'incompréhension du point de vue de l'autre qui emprisonnent les mentalités de leurs peuples. En 1950, la philosophe

Hannah Arendt, qui avait été longtemps militante sioniste mais avait accueilli de façon critique la politique suivie par l'Etat d'Israël dès ses premiers jours, écrivait: «L'ancienne légende juive des trente-six justes inconnus, qui existent toujours et sans lesquels le monde s'effondrerait, constitue le dernier mot quant à la nécessité d'un comportement "don quichottesque" dans le cours des événements. Toutefois, dans un monde comme le nôtre (...) la morale intransigeante dont l'ancienne fonction consistait simplement à maintenir le monde a brusquement changé: elle est devenue le seul moyen d'appréhender et de planifier la vraie réalité, celle qui s'oppose aux situations de fait déformées et essentiellement éphémères engendrées par les crimes. A propos de quelque chose d'aussi grave que les intérêts permanents et la survie politique d'une nation, on ne peut faire confiance qu'à ceux qui sont encore capables de faire abstraction des montagnes de poussière qui émergent et disparaissent dans le néant de la violence inutile.»⁽²⁾

Ce numéro est dédié à deux «Don Quichotte» de ce genre, l'israélien Uri Avnery qui vient de célébrer son quatre-vingtième anniversaire, et le palestinien Edward Saïd, décédé le 22 septembre dernier.

(1) La résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies de 1947 sur la partition de la Palestine octroyait 56% du territoire à l'Etat juif et 44% à l'Etat arabe. Les Palestiniens ont donc accepté de renoncer à la moitié de ce qui leur avait été initialement attribué.

(2) Hannah Arendt, *Auschwitz et Jérusalem*, Presses Pocket, Paris, 1993, pp. 195-96.

On demande aux Palestiniens de payer l'addition de la colonisation

Entretien avec Henri Wajnblum

Henri Wajnblum est ancien président de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB) et très activement engagé dans les mouvements qui s'opposent à l'occupation et à la colonisation des territoires palestiniens

On a pu dire du conflit Israël/Palestine qu'il s'agissait d'une guerre de cent ans et qu'il ne fallait plus rêver à une solution pacifique et durable à court terme. Est-ce aussi ton sentiment?

La situation actuelle est clairement un cul-de-sac. Depuis dix ans, il y a eu des pourparlers, des négociations, mais sur fond d'une colonisation israélienne poussée à outrance et de plus en plus agressive. Cette colonisation rend de plus en plus problématique la solution «deux peuples - deux États» que défendent tant la gauche israélienne que beaucoup de Palestiniens. Je vois difficilement un gouvernement israélien, quel qu'il soit, évacuer de force les colons et si ce n'est pas le cas, il ne peut pas y avoir d'Etat palestinien viable indépendant. C'est aussi la raison pour laquelle des voix commencent à se faire entendre, plus seulement dans la gauche radicale israélienne, mais aussi dans la gauche bien-pensante, pour affirmer qu'il n'y a pas d'autre solution qu'un Etat binational. C'est le cas de Meron Benvenisti, ancien maire adjoint de Jérusalem, issu du sérail travailliste, qui a déclaré dans un article de *Haaretz*, qu'il ne voyait pas comment on pourrait ramener ces 200.000 colons qui sont en Cisjordanie, plus les 200.000 qui sont dans la grande périphérie de Jérusalem. Or, en Israël, la toute grosse majorité de la population juive ne veut pas de

cet Etat binational et même les Palestiniens sont sceptiques, car ils ne savent pas très bien ce qui les attendrait, ou plutôt ils savent qu'ils y seraient minoritaires et économiquement précarisés.

Donc, c'est l'impasse, même s'il y a encore des tentatives, comme ce pacte qui vient d'être signé à Genève par des Israéliens et des Palestiniens. C'est intéressant, surtout parce qu'une aile radicale des Palestiniens, les Tanzim, y a participé, mais je suis sceptique sur la possibilité à l'heure actuelle de vendre à la population israélienne un plan de paix qui inclurait l'évacuation quasi-totale des colonies.

Ce pacte de Genève apparaît un peu comme la prolongation en pointillé des négociations de Camp-David et de Taba en été 2000 et janvier 2001.

Cela reste dans cette optique là. On sent évidemment qu'il y a là un texte dicté par le plus fort. On n'en sort pas, mais il est possible que les Palestiniens se rendent compte qu'à défaut, c'est l'impasse absolue et qu'ils doivent se résigner à prendre la meilleure offre. On est dans la logique de Taba et d'ailleurs ce sont les mêmes négociateurs, Yossi Beilin et Yasser Adbeb Rabbo. On restitue 97 ou 98% des territoires occupés en 1967, avec de légères compensations territoriales pour les Palestiniens dans le Neguev. Il y a là une petite lueur mais cela ne change

rien pour l'instant à l'impasse globale dans laquelle on se trouve. Je ne vois aucune position forte au sein du parti travailliste aujourd'hui qui serait prête à aller aux élections avec pour programme la paix au prix de l'évacuation des territoires et du retour des colons.

On dit cependant souvent que la majorité de la population israélienne n'est pas prête à défendre jusqu'au bout les colons, quel qu'en soit le prix

C'est vrai, et en plus cela coûte vraiment très cher ! Les colons ne sont pas extrêmement populaires en Israël et une partie d'entre eux accepterait sans doute de rentrer si on leur offrait des conditions de retour comparables à celles qui les ont incités à partir de l'autre côté de la ligne verte. Mais il y a incontestablement un noyau dur relativement important, quelques dizaines de milliers de colons, et je ne suis pas certain qu'un seul gouvernement israélien serait prêt à risquer une guerre civile en décidant de les affronter.

C'est le spectre d'une OAS israélienne

J'en suis quasi certain. Ce qui est délirant, c'est qu'on demande en fait aux Palestiniens de payer l'addition de la colonisation. Pour nous éviter, à nous Israéliens, une guerre civile ou un phénomène genre OAS, il faut que fassiez des concessions, que vous acceptiez le maintien de colonies, etc. Shalom Arshav, l'aile modérée du mouve-

ment pour la paix, a avancé une proposition de loi visant à indemniser les colons qui reviendraient sur base volontaire mais je ne suis pas sûr que les travaillistes soient prêts à porter cette idée. Je me demande d'ailleurs dans quelle mesure le pacte de Genève n'annonce pas la constitution d'un nouveau parti social-démocrate au niveau israélien, qui réunirait une partie des travaillistes et du Meretz (gauche laïque), et qui irait aux élections en annonçant clairement la couleur, c'est-à-dire la fin de l'occupation. Parce que, jusqu'à présent, toutes les plates-formes des partis de gauche, travaillistes comme Meretz, ce sont les championnes du brouillard et de l'équivoque ! Il ne faut pas oublier que la construction du «mur de sécurité» a d'abord été une revendication de la gauche... C'est aussi cela qui montre aux Palestiniens qu'il n'y a pas grand chose à attendre pour l'instant.

Parlons-en, de ce mur

L'idée de ce mur, c'est vraiment un scandale. L'exemple qu'on donne, c'est qu'il y en a un à Gaza et que ça marche. Mais Gaza est une abomination. Il y a une petite porte de sortie pour 1.200.000 habitants, la seule porte de sortie sur l'extérieur. En réalité, le mur est un instrument de la colonisation, il remplace la notion de transfert des Palestiniens défendue au sein de la droite et par l'extrême-droite. Il y a un transfert

forcé, puisque les villageois palestiniens dont les terres sont coupées par le mur n'ont plus de moyens de subsistance et sont obligés d'aller vivre ailleurs.

Tu partages le jugement de ceux qui parlent d'une entreprise de destruction de la société palestinienne, de «sociocide» ou d'«ethnocide»?⁽¹⁾

Malheureusement oui. C'est un fait réel. Je n'ai jamais pensé qu'Israël affréterait des camions et des trains pour évacuer la population palestinienne. Cela ferait quand même mauvais genre... Mais il y a un transfert rampant, des situations de fait nouvellement créées, des milliers d'hectares de cultures qui sont confisqués, déracinés, détruits pour construire des routes et des fossés. Même sur le plan de l'environnement, quand on voit quelle belle région c'était, c'est devenu un truc dingue.

Du côté palestinien, c'est aussi l'impasse ?

Oui, c'est vrai, quoiqu'il suffirait qu'ils entrevoient un espoir de vivre tranquille pour que quelque chose se passe. Il y a évidemment l'aile radicale, le Hamas, le Djihad islamique, qui recrute sur un terrain fertile, puisqu'Israël le fertilise continuellement. Chaque assassinat ciblé et ses effets collatéraux suscitent de nouvelles vocations aux attentats suicides. Mais au sein de la population palestinienne, il y a d'abord une fatigue terrible, des gens qui n'ont jamais connu rien d'autre que l'occupation. S'il y avait un leur d'espoir, je pense que quelque chose bougerait. On dit d'ailleurs la même chose des Israéliens: la population serait plus favorable à des négociations, s'il n'y avait pas les attentats-suicides. C'est une spirale du désespoir, dont les uns disent qu'elle est due aux attentats palestiniens, et les autres à l'occupation et à la répression israéliennes. Mais si le groupe Beïlin parvenait à vendre son projet à la population israélienne, je pense que les choses commenceraient aussitôt à bouger du côté palestinien. Tous les gens que j'ai rencontrés dans les territoires m'ont dit la même chose: «Ce qu'on veut, c'est

vivre en paix, aux côtés des Israéliens.» Je pense qu'Arafat, même s'il a commis beaucoup de sottises au cours de sa carrière, est sincère dans son désir d'aboutir à une solution politique. Et quelqu'un de la nouvelle génération de dirigeants palestiniens comme Marwan Barghouti, me semble aussi sincère, lorsqu'il reconnaît que la reconquête de toute la Palestine historique était une chimère et que la seule solution c'est un compromis négocié. Mais même Barghouti maintenant, va jusqu'à dire aux Israéliens: «Bon, si vous ne voulez pas évacuer, annexe-nous, faites un Etat binational.» Mais d'autres lui répondent que c'est aussi une impasse, il faut d'abord une séparation, c'est rêver que de penser que les Israéliens acceptent une solution où ils pourraient à terme devenir minoritaires. Il y a là un débat important, car il y a un consensus - à gauche aussi - pour affirmer qu'Israël doit rester un Etat majoritairement juif. Moi je demande toujours «jusqu'où êtes-vous prêts à aller pour qu'il le reste.» Car si, et ça n'a rien d'impossible, la simple démographie fait qu'un jour les Juifs soient minoritaires, qu'est-ce qui se passe alors ?

Quand on pose la question en ces termes, il n'y a que deux réponses: ou bien il faut faire beaucoup plus d'enfants que les autres, ou bien il faut les éliminer

Tu as raison, mais aujourd'hui en Israël il n'y a qu'une infime minorité de gens qui serait d'accord pour considérer qu'il faudrait un Etat basé sur la citoyenneté plutôt que sur l'identité ethnique. Pour tous les autres, Israël doit rester un Etat juif, majoritairement juif. Que faire alors ? Pour l'extrême-droite, c'est simple, elle prône non seulement le transfert des Palestiniens des territoires mais aussi celui des Palestiniens citoyens d'Israël - qui sont tout de même 1.200.000 personnes et dont la natalité est plus élevée que celle des Juifs. C'est le merdier. Qu'espérer alors ? Des Etats-Unis rien, en tout cas de cette administration-ci. L'Europe n'est pas unanime dans sa politique étrangère à l'égard du Proche-

Orient. Les propositions de sanctions à l'égard d'Israël se heurtent au veto d'Etats comme l'Allemagne, l'Angleterre ou la Hollande. L'Europe ne parvient pas à faire grand chose.

La base politique implicite de l'accord d'Oslo en 1993, c'était l'accord des dirigeants israéliens comme des dirigeants palestiniens pour confier la tutelle du processus de paix aux Américains exclusivement

Tout à fait. Edward Said l'avait dit à l'époque: Arafat a fait le choix de se confier et de confier le sort de son peuple aux Américains. Dix ans plus tard il en paye le prix.

Si l'on parlait aussi de la communauté juive ici... On a le sentiment que la grande majorité d'entre elle est plus que jamais alignée inconditionnellement sur le gouvernement israélien.

Tout à fait. Il suffit d'écouter Radio Judaïca ou de lire ce que publie le Cercle Ben Gourion, dont je pense qu'ils représentent assez bien ce qu'on appelle la majorité silencieuse. C'est de l'hystérie absolue et un alignement absolu sur la politique israélienne dans ses pires errements. Le Centre Communautaire et Laïc Juif (CCLJ) est critique, il relaie en fait les thèses de Shalom Arshav, mais sans réellement oser dire dans la rue «Fin totale de l'occupation, etc.». Et puis il y a l'UPJB. C'est vrai que nous sommes minoritaires, même si nous sommes moins marginaux que nous ne l'étions il y a quelques années, parce que je pense qu'il y a quand même dans cette communauté des Juifs de Belgique non organisés qui trouvent que ça commence à bien faire et qui le disent et l'écrivent, même s'ils ne sont pas des représentants mandatés de la communauté. Mais, dans l'ensemble, et c'est encore plus vrai en France qu'en Belgique, il y a une véritable hystérie qui s'est emparée d'une grosse partie de la communauté juive, avec des campagnes contre les médias, *Le Soir*, la RTBF, des campagnes de désabonnement, et des dénonciations ou même des injures contre certains hommes politiques, comme le

ministre des affaires étrangères Louis Michel.

Comment expliques-tu cette situation ?

Pour une grosse partie de la communauté juive, et surtout ceux qui ont pris leur distance avec la religion, la seule identité juive qui est ressentie passe par Israël. Ils se sentent réellement «israéliens». C'est l'amour d'Israël, c'est un sentiment d'appartenance dont la fin serait pour eux dramatique. Ils n'ont pas le moins du monde l'intention de s'installer là-bas, mais leur identité juive s'exprime à travers le sionisme. Pour d'autres c'est toujours la religion, mais pour eux c'est à travers Israël. Ils sont juifs parce qu'Israël existe. Sinon, ils ne savent pas très bien ce qui se passerait. Je me souviens qu'un peu après les accords d'Oslo, des Israéliens de gauche sont venus en Belgique et ont commencé à parler de post-sionisme, en disant maintenant qu'on est dans une dynamique de paix au Proche-Orient, nous devons plus nous soucier de nos voisins arabes palestiniens que de la diaspora. Et cela a suscité un véritable tremblement de terre ici. «Qu'est-ce que qu'on va devenir, s'il n'y a plus ce lien privilégié avec Israël?» Alors tous ceux qui ne sont pas d'accord, on commence par les taxer d'antisionistes, pour mieux pouvoir ensuite mieux les accuser d'antisémitisme. L'équation est simple: «Vous êtes antisionistes, or l'antisionisme c'est de l'antisémitisme, donc vous êtes antisémites.» Il n'y a qu'à voir la tempête suscitée au sujet d'un article de Tariq Ramadan qui critiquait le réflexe communautariste de beaucoup d'intellectuels juifs en France. On est dans la parano et dans le chantage à l'antisémitisme. On ne peut plus dire quelque chose de réfléchi mais pas «dans la ligne», sans se faire traiter et d'antisioniste et d'antisémite. Dans la mesure où on veut décrédibiliser quelqu'un, on le traite d'antisioniste. Or en Israël par exemple, il y a une gauche radicale qui est parfaitement sioniste et qui se bat pour des valeurs et est totalement opposée à l'occupation, à la colonisation, etc.

Dans les discours sur la «nouvelle judéophobie» qui se répandent en Europe, est-ce qu'il n'y a pas un noyau de vérité ?

Il y a certainement un noyau de vérité. On constate une recrudescence d'actes à caractère antisémite. Il faut l'analyser. Ce qui se passe en Israël/Palestine, a rendu la voix aux antisémites classiques, ataviques, à droite, à l'ultra-gauche et dans des milieux cathos. Il y a quelque mois j'étais invité à la locale ECOLO d'Arlon. Après avoir fait mon exposé sur ma vision de la situation, au moment des questions-réponses, je me suis entendu dire «est-ce que vous ne croyez pas que l'argent juif... ?», «est-ce que vous ne croyez pas que la presse enjuivée... ?, etc., etc. Je me suis dit «merde, c'est toujours là». La politique israélienne a eu effectivement pour effet de lever un certain tabou et l'antisémitisme classique relève la tête. Et puis, il y a ce qu'on a appelé l'antisémitisme des maghrébins ici dans la rue. A mes yeux, il est très fortement lié au conflit là-bas, à l'identification avec les Palestiniens. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas le combattre, expliquer, dialoguer sur le terrain. Mais il me semble que ce n'est pas la même forme d'antisémitisme que ce qu'on a connu auparavant. Il y a un sentiment antijuif parce qu'on fait l'amalgame entre Juifs et Israéliens et cet amalgame lui-même est parfois fortement encouragé, dans la mesure où dans certains milieux juifs importants, on essaie d'accréditer l'idée que la communauté juive est unanime pour défendre quoi que ce soit au niveau de la politique israélienne. Donc, on accrédite aussi l'idée que les Juifs sont d'accord avec ce qui est fait aux «frères palestiniens» de ces jeunes beurs qui ont aussi besoin de s'identifier à quelque chose et auxquels la résistance palestinienne donne un sentiment de fierté.

Ceci dit, s'il y a indéniablement un fond de vérité dans la thèse d'une résurgence de l'antisémitisme, il n'y a pas à verser dans la parano et dans la systématisation d'une telle accusation. Sinon, on n'en sort plus, il devient impos-

sible d'avoir un débat serein sur les raisons réelles de ces phénomènes. Nous, à l'UPJB, nous avons été sollicités par des professeurs, qui n'arrivaient plus à gérer une certaine violence dans les écoles, une violence verbale et parfois plus à caractère antijuif, et qui nous ont demandé de venir parler avec leur élèves. Nous l'avons fait et on s'est rendu compte qu'en fait, ils ne savent rien, ils ne connaissent pas les Juifs. Il y a là un travail qui peut porter ses fruits, alors que l'antisémitisme d'origine chrétienne est nettement plus ancré et son retour m'inquiète fort. Et puis, il y a le pro-palestinisme à outrance d'une certaine frange de l'extrême-gauche, qu'il faut aussi dénoncer, parce qu'alors il n'y a plus place pour l'analyse politique, on est dans les clichés, des clichés qui rejoignent indéniablement ceux de l'antisémitisme. Mais mener croisade aujourd'hui contre la nouvelle judéophobie comme si elle était en train de déferler sur l'Europe, ça ne va pas. Avec un discours pareil, on referme la spirale de la violence en disqualifiant d'emblée le discours de l'autre, qui du coup ne peut que se radicaliser à son tour.

Il faut être prudent dans les termes qu'on emploie. De l'autre côté, à l'extrême-gauche, l'usage générique des termes «les sionistes» et «le sionisme» procède aussi d'une diabolisation. Personnellement je ne suis pas sioniste, mais je soutiens avec énormément d'engagement tous ceux qui, tout en se réclamant du sionisme, se battent en Israël contre l'occupation, et notamment les refuzniks, dont la lettre de refus d'aller servir dans les territoires se réfère à des valeurs sionistes qu'on leur a inculquées et qui sont bafouées aujourd'hui. Que leurs valeurs soient sionistes, humanistes ou universalistes, cela m'est égal, le fait est qu'ils sont dans le bon camp.

Propos recueillis par Jean Vogel

(1) Ethnocide : «Destruction de la civilisation d'un groupe ethnique par un autre groupe plus puissant» (Le Petit Robert)

Uri Avnery, le prophète de la paix

Un Israélien en guerre contre Sharon

Par Julien Gautier, journaliste

Combien de personnes ici connaissent l'itinéraire extraordinaire de cet homme de 80 ans au regard sage et malicieux ? C'est une légende vivante, Uri Avnery, mais qui conserve une modestie et une simplicité qui forcent l'admiration. Infatigable lutteur de la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens, il continue chaque semaine de livrer sa vision exigeante de l'actualité du moment sur le site internet de son mouvement. Malheureusement, Uri est aujourd'hui méprisé par beaucoup de ses concitoyens résignés à la politique du pire d'Ariel Sharon, résignés à voir leur pays s'enfoncer un peu plus chaque jour dans une spirale sans fin de haine et de violence. Effrayés par la multiplication des attentats-suicides depuis deux ans (et comment ne le seraient-ils pas ?), de nombreux Israéliens restent persuadés que la guerre demeure la seule réponse possible pour assurer l'existence d'un État juif au Proche-Orient. Ils n'entendent pas le message d'Uri et les mères israéliennes et palestiniennes continueront de pleurer encore trop longtemps leurs enfants disparus. Qui est donc ce sage d'Israël qui tend encore la main à son «frère l'ennemi» et nous donne enfin des raisons d'espérer ?

Genèse d'un vrai patriote

Ne voyez surtout pas en Uri Avnery un utopiste, un rêveur sympathique qui refuserait de comprendre les vrais enjeux du conflit et les menaces réelles qui pèsent sur l'État hébreu. Uri est d'abord

un patriote qui, très tôt, a compris l'impasse où les «faucons» d'Israël enfonçaient leur pays. Uri n'a d'ailleurs de leçons de patriotisme à recevoir de personne. Israélien, il l'est jusqu'au bout des ongles et les anti-sionistes d'ici ou d'ailleurs peuvent passer leur chemin. Son parcours, à cet égard édifiant, rejoint les plus belles légendes de l'État hébreu ; de ces Juifs d'Europe, humiliés, traqués, fuyant les pogroms et les persécutions, et venant construire leur «foyer national» sur la terre de Palestine, relevant la tête, et devenant des hommes nouveaux, des Israéliens, à force de courage et d'abnégation. Né en Allemagne en 1923, Uri a dix ans quand il immigré en Palestine avec ses parents, l'année où Hitler arrive au pouvoir. Il n'est donc pas un «sabra», c'est-à-dire un juif natif de Palestine. À quinze ans, il s'engage dans l'Irgoun, l'organisation clandestine juive qui lutte contre le régime colonial britannique. «Moi aussi, j'étais un terroriste» admet-il simplement. Dès 1942, Uri quitte pourtant l'Irgoun, jugeant les méthodes de l'organisation excessivement anti-arabes et réactionnaires. Et puis vient le jour de gloire, le 14 mai 1948, quand Ben Gourion proclame à Tel-Aviv la naissance de l'État d'Israël, trois ans seulement après la fin de la Seconde Guerre mondiale où six millions de juifs ont péri dans le plus grand génocide de l'histoire. Dès le lendemain, les armées arabes lancent leurs troupes à l'assaut du jeune État. Uri comprend alors que l'existence même de son peuple est à nouveau

menacée. Il décide donc de rejoindre l'armée, la Haganah qui deviendra Tsahal, puis s'engage plus tard comme volontaire dans une unité d'élite, les «Renards de Samson». Il combat avec bravoure sur le front égyptien. Dans les derniers jours de la guerre, il est sérieusement blessé et réformé à l'été 1949 avec le rang de chef d'escadron. De ses souvenirs au front, il écrira un recueil rassemblant ses chroniques publiées dans le journal *Ha'aretz*. Uri a déjà attrapé le virus du journalisme.

En 1950, il crée une revue, *Haolam Hazeh*, qui ne manque pas de s'opposer au «consensus» officiel et à la politique de Ben Gourion. Il prône déjà à cette époque la séparation de l'État et de la religion, la création d'un État palestinien ou encore l'égalité entre les Juifs de descendance orientale et ceux de descendance européenne. Élu député à la Knesset de 1965 à 1973 puis de 1979 à 1981, Uri sera le premier Israélien à prendre contact avec l'OLP, bravant toutes les lois alors en vigueur en Israël. En 1976, il crée le «Conseil israélien pour la paix israélo-palestinienne» (CIPIP) avec le général Matti Peled. À cette époque, il se rend à Paris et rencontre clandestinement des membres de l'OLP et déjà Leïla Chahid. C'est Pierre Mendès-France, grand esprit visionnaire, qui a eu l'idée d'organiser ces entrevues informelles, histoire de préparer l'avenir. Aucune loi, aucune pression ne suffiront à intimider Uri, ni à le faire reculer, lui le précurseur du dialogue et de la réconciliation. En juillet 1982, il brave le siège de

Beyrouth pour rencontrer Yasser Arafat, le combattant, l'ennemi irréductible d'Israël dont l'évocation même du nom terrifie encore les bonnes consciences du monde occidental. Les années 70 et 80, décennies de plomb, ne l'ont pas découragé.

Le «Bloc de la paix»

Puis viendra le temps d'Oslo, la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP et la fameuse poignée de main du 13 septembre 1993 sur la pelouse de la Maison Blanche entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat. Une nouvelle ère se lève. La paix est maintenant sur toutes les lèvres. L'infatigable Uri a fondé, un an plus tôt, le «Gush Shalom» (Le Bloc de la Paix) afin d'influencer l'opinion publique israélienne. À ne pas confondre avec le «Gush Emounim» (Le Bloc de la Foi), les fanatiques d'en face dont le seul programme consiste à peupler Gaza et la Cisjordanie de colonies juives pour contraindre les Palestiniens au départ et construire le Grand Israël de leurs rêves bibliques. Les rêves bibliques ou coraniques justifient aussi le pire. Au nom d'Allah et de la lutte contre «l'entité sioniste», les fanatiques du Hamas envoient leurs jeunes recrues se faire exploser dans des bus remplis de civils israéliens. Au nom d'Eretz Israël, Baruch Goldstein, un sympathisant du mouvement raciste anti-arabe Kach (interdit en Israël), ouvre le feu au Caveau des Patriarches à Hébron, le 25 mars 1994. Dans un délire de haine et de fureur meur-

trière, il tue trente Palestiniens et en blesse des centaines d'autres. Petit à petit, les promesses d'Oslo s'enlisent dans la violence. Les mouvements islamistes montent en puissance dans les Territoires palestiniens. De leur côté, les Israéliens prennent du retard sur le calendrier d'évacuation des villes palestiniennes et la colonisation de la «Judée-Samarie» (Cisjordanie dans le langage des colons) reprend de plus belle. Depuis Oslo, le nombre des colons a doublé et ils sont aujourd'hui plus de 200.000 à vivre dans les «Territoires». Il est d'ailleurs très avantageux, sur le plan financier, pour un Israélien de s'installer dans une colonie. Tous les colons ne sont donc pas des fanatiques religieux mais aussi des gens modestes incités par l'État à s'installer sur ces terres palestiniennes.

Le 4 novembre 1995, l'assassinat d'Ytzhak Rabin par un juif d'extrême-droite plonge Israël et le monde dans la stupeur. Malgré l'accord de paix signé avec la Jordanie en 1994, la situation du pays semble plus précaire que jamais. Entre l'intransigeance des uns et les rêves de paix des autres, le combat demeure sans issue. Uri a bien compris que la politique à courte vue du successeur de Rabin, Benyamin Netanyahu, ne ferait qu'aggraver la situation de tout le monde. Depuis la première Intifada commencée en 1987, le niveau de vie des Palestiniens n'a cessé de se détériorer et Oslo n'a rien arrangé. Uri martèle pourtant la solution qui permettra de régler les autres: le retrait total des Territoires et le

partage de Jérusalem. Il faut traiter tous les problèmes en même temps et ne surtout pas recommencer l'erreur d'Oslo consistant à repousser les vrais points de discorde à plus tard. Dans les faits, la méthode d'Oslo n'a conduit qu'à instaurer un climat de méfiance permanente entre les deux parties où chaque «incident» servait de prétexte à rompre le dialogue et geler le processus. Malheureusement, Uri prêche dans le désert ou presque. La chronique des dix ans qui se sont écoulés depuis Oslo lui donne pourtant mille fois raison. Les accords de Wye Plantation d'octobre 1998 où Netanyahu, contraint et forcé par l'administration américaine, accepte de rendre 13,1% (!) de la Cisjordanie en échange de garanties importantes de sécurité, prouvent au monde entier qu'Israël campe sur une ligne dure et que la paix véritable est encore bien loin.

Finalement, Bill Clinton tente le tout pour le tout en convoquant à la hâte un sommet à Camp David, en juillet 2000, histoire de clore son mandat en apothéose (espéret-il!). Élu en mai 1999, le travailliste Ehud Barak a prouvé par son retrait du Sud-Liban en avril 2000 qu'il était prêt à faire des concessions importantes. Même Uri croit fermement que l'ancien général le plus gradé d'Israël, qui se pose en héritier de Rabin, va saisir sa chance historique de rentrer dans l'Histoire pour avoir offert aux Palestiniens les frontières d'un État viable et reconnu. Sa femme Rachel était déjà beaucoup plus sceptique sur les véri-

tables intentions de Barak. Alors, il n'hésite pas à rendre hommage à la juste intuition féminine de son épouse. «Ehud Barak porte une responsabilité immense dans les événements actuels. Il a échoué à Camp David en faisant croire qu'il avait tout offert aux Palestiniens. Or, ce n'est pas vrai» explique calmement Uri, allant à l'encontre de la propagande israélienne officiellement consciencieusement relayée depuis l'été 2000 par les médias occidentaux. Il suffira pourtant du témoignage de Robert Malley, le conseiller spécial de Clinton pendant ces négociations cruciales, peu suspect d'être un ennemi d'Israël, ou de jeter un coup d'œil aux cartes effectivement proposées à Arafat pour que le mythe de la prétendue «générosité» de Barak vole en éclat. L'État palestinien à la mode Barak n'aurait eu aucun équivalent dans le monde, avec une Cisjordanie réduite à la portion congrue, fractionnée en trois cantons par des blocs de colonies, des routes de contournement uniquement accessibles aux colons juifs et des barrages routiers partout et toujours sous le contrôle de Tsahal.

Chronique de deux années manquées

Depuis le déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000, les thèses israéliennes officielles n'ont hélas cessé de gagner du terrain en raison de l'émotion légitime suscitée par la recrudescence des actes terroristes en Israël. Le livre de Schlo-

mo Ben-Ami, le ministre des Affaires étrangères de Barak, homme sympathique et brillant, marquera un temps fort de cette offensive médiatique visant à délégitimer le raïs palestinien. Même les partis de gauche ont cédé aux sirènes de la diabolisation de Yasser Arafat tenu pour seul responsable de l'échec de Camp David. Même Yossi Sarid, le leader du Meretz (gauche laïque et pacifiste) a rejoint «le chœur général de la haine d'Arafat». La peur de se couper de l'opinion publique effraie beaucoup de politiciens en Israël. Lentement, sûrement, cette opinion a basculé dans une sorte de fatalisme proche du nihilisme. Complètement déboussolée, elle a remis son destin entre les mains d'un homme, Ariel Sharon, qui lui, sait exactement ce qu'il veut, un État juif de la Méditerranée au Jourdain et surtout pas d'État palestinien autre que des enclaves autonomes. Son programme politique pourrait se résumer en une phrase, une seule: «La guerre d'indépendance d'Israël n'est pas terminée». Elle doit donc continuer. Jusqu'à la reddition de l'adversaire...

Le camp de la paix est terrassé, terrassé par les calculs des Travailleurs, terrassé par la propagande qui ne manque pas après chaque attentat de désigner systématiquement «l'unique responsable, Yasser Arafat, le président d'une entité terroriste» comme les téléspectateurs se sont habitués à l'entendre dans la bouche des porte-parole de Sharon, et en

bon français s'il vous plaît! Uri vient juste nous rappeler que le mensonge ne fait illusion qu'un temps et que ces gens-là ne veulent pas véritablement régler le conflit quand ils prétextent inlassablement l'éternelle «lutte contre le terrorisme» pour justifier les crimes de guerre commis par les Forces israéliennes de Défense. Uri nous démontre ainsi que la sinistre «Opération rempart», déclenchée en avril 2002 après les sanglants attentats de Pessah, et qui aboutira au drame de Jénine, loin de n'être qu'une simple «opération militaire visant à la destruction de l'infrastructure de la terreur», s'apparente véritablement à un crime de guerre à grande échelle cherchant à «casser la colonne vertébrale du peuple palestinien, détruire ses institutions gouvernementales, transformer le peuple en une ruine humaine qui peut être traitée comme (Ariel Sharon) le souhaite. Ceci peut signifier enfermer ce peuple dans plusieurs enclaves ou carrément le chasser hors du pays». Quelle est donc la bonne réponse face au terrorisme? Comment parler aux mères endeuillées de Jérusalem, de Tel-Aviv ou de Haïfa? Uri sait bien qu'au-delà des discours martiaux du moment, la victoire contre le terrorisme ne pourra venir que d'une paix juste et durable. «Le terrorisme étant toujours un instrument politique, la meilleure façon de le combattre est toujours politique».

Alors, Uri continue de tempêter, de s'indigner, de dénoncer la politique folle du gouvernement israé-

lien. Le 10 août 2002, il propose même un véritable accord de paix en 14 articles, publié par le Gush Shalom dans les colonnes de *Ha'aretz*, et qui n'évite aucune question sensible, de la partition de Jérusalem au démantèlement des colonies en passant par la question épineuse du droit au retour des réfugiés. Ne l'oublions pas, Uri est un réaliste, pas un utopiste. Malheureusement, les réalistes doivent laisser le pouvoir aux démagogues et aux idéologues. Dans ce contexte, les dernières élections, loin de signifier un consensus autour de la politique de Sharon, ont prouvé au contraire l'extrême désarroi de l'opinion israélienne après deux années de gouvernement d'union nationale. «Le choix entre deux voies est le cœur de la démocratie. Le gouvernement d'unité nationale est le contraire de la démocratie» estime même Uri. Le constat est en effet accablant. Au cours de cette campagne, les travailleurs pouvaient difficilement critiquer la politique d'Ariel Sharon alors qu'ils l'avaient soutenue pendant deux ans. Uri n'a donc pas de mots assez durs pour dénoncer la duplicité des ténors de ce parti qui ont saboté la campagne courageuse du maire de Haïfa, Amram Mitzna, promettant de relancer le processus de paix. Et le très respecté Shimon Peres en prend pour son grade, décrit justement comme «un homme pour toutes les saisons et serviteur de tous les maîtres». «Shimon Peres a passé les deux dernières années à frayer avec les

rois et les présidents, les premiers ministres et les secrétaires généraux, leur vendant Ariel Sharon comme un homme d'État modéré et un pacifiste». Même le succès du Shinoui, le parti laïc de Tommy Lapid, ne devrait finalement que profiter à la droite dure. Si le Shinoui («Changement» en hébreu) a su rassembler de nombreux Israéliens excédés par les privilèges des religieux ultra-orthodoxes qui ne font pas leur service militaire et ne paient pas d'impôts, ce parti populiste ne tient que grâce au charisme de son leader, ce dernier n'ayant par ailleurs aucune vision sur le problème palestinien. «La particularité du Shinoui est d'échapper à la réalité» analyse Uri qui n'hésite pas à comparer ce parti avec «le mouvement de Pierre Poujade dans les années 50». Quant au Meretz, Uri note qu'il a éliminé le mot «paix» de toute sa campagne électorale. Restent les partis arabes, comme le Balad, mais qui n'ont guère d'influence sur l'opinion publique juive en prônant la création utopique d'un État binational s'étendant de la Méditerranée au Jourdain. Un vrai casse-tête israélien...

Résultat des courses, conséquence de ces deux années de «gouvernement d'union nationale»: Ariel Sharon ressort plus fort que jamais de ces élections de la peur. Le Parti travailliste et la Gauche ont été balayés comme prévu et «Arik» n'a plus besoin d'eux pour gouverner. Il va donc former son cabinet avec le Shinoui de Tommy Lapid et plusieurs petits partis d'extrême-droite, sans provoquer d'ailleurs beau-

coup d'indignation chez nos «belles âmes» toujours promptes à dénoncer «la bête immonde» quand il s'agit de l'Autriche, de l'Italie ou de la France. Il existe en effet des partis à la droite du Likoud, comme l'Union nationale d'Avigdor Lieberman, un russe fanatique à côté duquel Jean-Marie Le Pen ferait figure de modéré. De sinistres personnages comme Effi Eytam, du Parti national religieux (PNR), qui prône le «transfert» des Palestiniens hors de Gaza et de la Cisjordanie (appréciez le terme!), siègent donc dans le gouvernement Sharon.

Une autre image d'Israël

Le livre d'Uri Avnery,⁽¹⁾ sa chronique de ces deux années d'Intifada, donne quelques éléments de réponse à cette question lancinante: comment en est-on arrivé là? Comment le rêve de Hertzl est-il devenu le pays où un homme comme Sharon a pu devenir démocratiquement chef de gouvernement? Il faut lire Uri Avnery, pour comprendre les raisons du refus obstiné du «grand compromis» qui aboutit à la violation permanente des résolutions de l'ONU depuis 1967. Oui, la démocratie israélienne, avec ce mode de scrutin délirant (proportionnelle intégrale) qui donne la part belle à toutes les dérives et à tous les chantages, a quelque chose de pourri. Oui, cette démocratie esseulée, qui nage au milieu des dictatures arabes, est rongée par l'impuissance et la maladie. La maladie

des pays aveugles qui continuent de creuser consciencieusement leur propre malheur en fortifiant, jour après jour, la rancune et l'humiliation de l'autre, du «frère ennemi». «Trente-cinq ans d'occupation et de colonisation ont érodé l'aptitude de la nation à raisonner, laissant à sa place un mélange d'arrogance et de folie.» Uri n'épargne pas non plus les mythes fondateurs de l'État d'Israël, déjà mis à mal par l'école des nouveaux historiens israéliens, ni ceux du peuple juif, mythes entrecroisés qui ont la fâcheuse tendance de considérer le monde de façon binaire, juifs et non juifs, le reste du monde n'étant peu ou prou qu'un bloc hostile. Qui-conque critique Israël est immédiatement suspect d'antisémitisme et des amalgames catastrophiques du genre «Arafat = Hitler» perpétuent ce modèle cognitif pouvant se résumer ainsi: «À chaque génération, ils ont essayé de nous annihiler». À cet égard, le soutien indéfectible des États-Unis à l'État hébreu relève d'un favoritisme inouï sur lequel Uri pointe l'alliance détestable, quasi-messianique, de la droite israélienne et des fondamentalistes chrétiens d'extrême droite dont l'influence dans l'administration Bush n'est plus à prouver. Il faut savoir qu'Israël reçoit plus d'argent des États-Unis que l'ensemble des pays arabes réunis! À cause de la toute puissance du lobby juif (institutionnalisé par l'AIPAC), mettre en cause Israël outre-Atlantique relève du tour de force et peut ruiner, presque à

coup sûr comme le prétend Uri, une carrière politique surtout du côté de New York. Uri constate ainsi, avec une teinte d'ironie, qu'il est plus facile de critiquer le gouvernement israélien à la Knesset à Jérusalem qu'au Congrès à Washington.

La prose d'Uri Avnery est lumineuse. Pas d'effet de style, ni d'emphase particulière, mais la description implacable des faits, de la réalité objective de l'occupation vécue au quotidien par quatre millions de Palestiniens. Comme la célèbre journaliste de *Ha'aretz*, Amira Hass, qui vit actuellement à Ramallah, comme les objecteurs de conscience du mouvement «Yesh Gvul» («Il y a une limite») qui refusent de servir dans les Territoires palestiniens au risque de l'emprisonnement, Uri incarne aujourd'hui une forme de résistance à la fascisation rampante de la société israélienne. Le lecteur pourra donc le suivre dans ses pérégrinations, lui qui ne manque ni de courage, malgré son âge avancé, ni d'humour, mais toujours prêt à montrer au monde une autre image d'Israël, une image autrement plus généreuse et pragmatique. Avec plusieurs militants du "Gush Shalom", Uri part ainsi, une journée de novembre 2000, aider des villageois palestiniens à la récolte des olives. Un acte simple qui prend facilement une tournure héroïque quand l'armée, qui les accuse de venir provoquer les colons (on croit rêver!), essaie par tous les moyens de les faire renoncer. Un exemple parmi d'autres mais qui nous éclaire sur

les conditions de vie du peuple palestinien, d'un peuple qui lutte aussi pour pouvoir cueillir ses olives même si des colons fanatiques, qui prennent la Torah pour un cadastre, en ont décidé autrement.

Plus que jamais, les mots d'Uri sonnent juste et fort. Parce que nous n'avons plus le droit de détourner le regard. Parce que la clé de la paix au Moyen-Orient passera d'abord et avant tout par l'établissement d'une paix équitable sur la Terre Sainte. Il faut donc soutenir le combat de cet homme qui œuvre pour la justice et la réconciliation. Israélien patriote et lucide, Uri est aussi un esprit cultivé, épris des textes bibliques. Alors, quand il s'adresse aux Juifs du monde entier afin de «désarmer les antisémites», il n'hésite pas à écrire: «Laissez parler votre conscience. Revenez aux valeurs juives traditionnelles. Identifiez-vous à l'Autre Israël qui lutte pour faire triompher ces valeurs», puis cite cette phrase du Deutéronome: «C'est ce qui est juste que tu dois chercher à atteindre!»

(1) Uri Avnery, Chronique d'un pacifiste israélien pendant l'Intifada, Paris, l'Harmattan, 2003

«Tout d'abord - le mur doit tomber!»

par Uri Avnery

Ce slogan est né spontanément, en face du mur à Qalqiliya, à l'endroit où il devient une clôture et tourne vers l'est, pénétrant profondément en territoire palestinien. De l'autre côté du mur, les Palestiniens manifestaient. Nous cherchions une courte phrase rimée à diffuser par mégaphone. Un effort commun a abouti aux sept mots qui traduisent bien l'ensemble du message.

Il est vrai que ce mur-là n'est pas celui de Jéricho, qui aurait été détruit par les sonneries des trompettes. Ceux qui ont construit cet obstacle veulent qu'il y soit pour l'éternité, tout comme Jérusalem «unifiée» est la «capitale éternelle d'Israël». La droite israélienne ne conçoit pas de période de temps inférieure à l'éternité. Mais parmi les Israéliens de gauche aussi, il y en a qui croient que le mur a créé une situation «irréversible».

Pas moi. Parce que je me souviens d'autres situations «irréversibles». Et d'autres «éternités» aussi.

Notre mur a souvent été comparé au mur de Berlin. Visuellement et politiquement, c'est une comparaison logique. Parce que le «mur de Berlin» n'était pas non plus seulement une monstruosité urbaine. C'était aussi une partie de la section allemande du rideau de fer, qui coupait toute l'Allemagne en deux et s'étendait de la mer Baltique au nord à la frontière avec la Yougoslavie au sud - presque mille kilomètres, environ la même longueur que celle programmée du monstre de Sharon.

En Allemagne également, c'était un obstacle immense, une combinaison de murs et de clôtures, de miradors et de postes de tir, de «bandes mortelles» et de chemins de ronde. Il divisait le pays, défigurait le paysage et séparait les parents des enfants. Un monstre terrifiant, qui inspirait la peur et le dégoût, un symbole de pouvoir et d'irréversibilité.

Particulièrement irréversible. Qui-

conque l'a vu a senti qu'il était un point de non retour dans l'histoire de l'Allemagne, que la séparation était éternelle, qu'on ne pouvait pas lutter contre elle.

En effet, des hommes politiques sérieux ont basé leur politique sur la permanence du mur. Des gens de gauche et des gens de droite s'y sont résignés. Aucun commentateur sérieux ne l'a mise en cause. La situation était «irréversible».

Et puis, un jour, comme l'éruption totalement imprévue d'un volcan, c'est arrivé. L'horrible mur a disparu, comme de lui-même. Un ministre communiste a fait un lapsus, la police a eu un moment d'hésitation, une foule s'est rassemblée - et l'«irréversible» est devenu éminemment «réversible». La situation avait changé. Comme les dinosaures, le terrible monstre a disparu de la surface de la terre. (Peu de temps avant, je suis allé en voiture d'Allemagne de l'Ouest à Berlin. J'ai dû traverser un poste frontière d'Allemagne de l'Est. Des Vopos (*Volkspolizei*) au visage dur donnaient des ordres brutaux: «Votre passeport! Asseyez-vous ici! Attendez!» Pas de «s'il vous plaît», «merci» ou «excusez-moi». Comme les nazis dans les films d'Hollywood. Même uniforme, même képi, même comportement, même tout. Quelques jours après la chute du mur, j'y suis passé de nouveau. Les mêmes policiers étaient encore là. Mais ils étaient méconnaissables. Sourire jusqu'aux oreilles, extrême amabilité. S'il vous plaît, Monsieur. Merci, Monsieur. Voulez-vous avoir l'obligance, Monsieur. Un instant, Monsieur. De toute évidence, non seulement les murs sont réversibles, les gens le sont également.)

Il y a bien sûr une importante différence entre le mur allemand et le mur israélien. L'Allemagne de l'Est avait une frontière fixée par un accord international (entre l'Union

soviétique et les alliés occidentaux à la fin de la deuxième guerre mondiale). Le mur a été construit exactement sur cette frontière. Sa trajectoire allait de soi. Mais ici, il n'y a aucun accord, aucune frontière, aucun tracé allant de soi. Tout est déterminé par des ingénieurs anonymes.

Il est aisé de les imaginer assis dans leurs bureaux climatisés, une carte étalée devant eux. Une carte bien particulière, parce qu'elle ne montre que les colonies juives et les routes de contournement. Les villes et villages palestiniens n'y apparaissent pas. Comme si le nettoyage ethnique, que tant de gens en Israël (et dans le gouvernement Sharon) espèrent, s'était déjà produit.

Voilà ce qui est si spécifique à ce mur: il est inhumain. Les ingénieurs ont complètement ignoré l'existence d'êtres humains (non-Juifs). Ils ont pris en compte les collines, les vallées, les colonies et les routes de contournement. Mais ils ont totalement ignoré les quartiers et les villages palestiniens, leurs habitants et leurs champs. Comme s'ils n'existaient pas.

Et ainsi le mur se situe entre les enfants et leur école, entre les étudiants et leur université, entre les malades et leur médecin, entre les parents et leurs enfants, entre les villages et leurs puits, entre les paysans et leurs champs. Comme un énorme bulldozer blindé qui entre dans un village et écrase et détruit tout sur son chemin sans hésiter, le mur coupe les milliers de fils qui constituent le tissu de la vie quotidienne des gens comme s'ils n'étaient pas là.

Pour les ingénieurs, ces vies n'existent tout simplement pas. Le pays est vide de non-Juifs. Au début du XXI^e siècle, ces ingénieurs agissent conformément au slogan sioniste de la fin du XIX^e: «Une terre sans peuple pour un

peuple sans terre.»

En fait, l'idée du mur est enracinée profondément dans la conscience sioniste et cela depuis le tout début. Dans son livre «Der Judens- taat» qui a donné naissance au mouvement sioniste moderne, Theodor Herzl écrivait déjà: «En Palestine nous constituerons une partie du mur entre l'Europe et l'Asie... un avant-poste de la culture contre la barbarie.» Plus de cent ans après, le mur de Sharon exprime exactement la même conception.

Les gens de l'extérieur ne comprennent pas cela. Yasser Arafat m'a dit cette semaine que Abou Mazen, lors de son récent voyage aux États-Unis, a montré au Président Bush une carte du mur. Bush a été choqué. Il a secoué la carte devant le vice-Président, Dick Cheney, et s'est écrié: «Qu'est-ce que c'est que cela? Où est l'État palestinien?»

Par son existence même, le mur semble exprimer le pouvoir. Il veut dire: «Nous sommes puissants. Nous pouvons faire tout ce que nous voulons. Nous allons enfermer les Palestiniens dans de petites enclaves et les couper du reste du monde.» Mais cela n'est qu'une apparence. En réalité, le mur exprime des peurs juives anciennes. Au Moyen-âge, les Juifs s'entouraient de murs pour se sentir en sécurité bien avant qu'ils aient été obligés de vivre dans des ghettos. Un État qui s'entoure d'un mur n'est rien qu'un État-ghetto. Un ghetto fort, certes, un ghetto armé, un ghetto qui fait peur à tout le monde environnant - mais un ghetto quand même qui ne se sent en sécurité que derrière des murs, des barbelés et des miradors.

Nous ne parviendrons à la paix que si nous surmontons cette mentalité de ghetto. Et tout d'abord, nous devons nous débarrasser du mur.

[Traduit de l'anglais]

La révolution sioniste est morte

par Avraham Burg,
député du Parti travailliste israélien,
ancien président de la Knesset (1999-2003),
ancien président de l'Agence juive*

Le sionisme est mort, et ses agresseurs sont installés dans les fauteuils du gouvernement à Jérusalem. Ils ne ratent pas une occasion pour faire disparaître tout ce qu'il y avait de beau dans la renaissance nationale.

La révolution sioniste reposait sur deux piliers : la soif de justice et une équipe dirigeante soumise à la morale civique. L'une et l'autre ont disparu. La nation israélienne n'est plus aujourd'hui qu'un amas informe de corruption, d'oppression et d'injustice. La fin de l'aventure sioniste est déjà à notre porte. Oui, il est devenu probable que notre génération soit la dernière du sionisme. Après elle, il restera ici un Etat juif méconnaissable et haïssable. Qui de nous voudra en être le patriote ?

L'opposition s'est évanouie, la coalition reste muette, Ariel Sharon s'est retranché derrière un mur de silence. Cette société de bavards intarissables est devenue aphone. Il n'y a tout simplement plus rien à dire. Seuls nos échecs sont retentissants. Sans doute avons-nous ressuscité la langue hébraïque, notre théâtre est excellent, notre monnaie résiste bien, les cerveaux juifs n'ont pas fini d'étonner, et nous sommes cotés au Nasdaq. Est-ce pour cela que nous avons créé un Etat ? Non, ce n'est pas pour inventer des armes

sophistiquées, des instruments d'irrigation au goutte-à-goutte, des programmes de sécurité informatique ou des missiles antimissile que le peuple juif a survécu. Notre vocation est de devenir un modèle, la « lumière des nations », et nous avons échoué.

La réalité, au terme de deux mille ans de combat pour la survie, est un Etat qui développe des colonies, sous la houlette d'une clique corrompue, qui se moque de la morale civique et du droit. Un Etat géré au mépris de la justice perd la force de survivre. Demandez à vos enfants lequel d'entre eux est sûr de vivre ici dans vingt-cinq ans. Les réponses les plus clairvoyantes risquent de vous choquer, parce que le compte à rebours de la société israélienne a commencé.

Rien n'est plus séduisant que d'être sioniste à Beth El ou Ofra. Le paysage biblique est enchanteur. Par la fenêtre égayée de géraniums et de bougainvilliers, on ne voit pas l'occupation. On circule vite et sans problème sur la nouvelle route qui longe Jérusalem du nord au sud, à 1 kilomètre seulement à l'ouest des barrages. Qui va se soucier de ce que subit l'Arabe humilié et méprisé, obligé de se traîner sur des routes défoncées et interrompues par des barrages pendant des heures ? Une route pour l'occupant, une route pour

l'occupé. Pour le sioniste, le temps est rapide, efficace et moderne. Pour l'Arabe « primitif », manœuvre sans permis en Israël, le temps est d'une lenteur éprouvante.

Mais cela ne peut pas durer. Même si les Arabes courbaient la tête et avalaient leur humiliation, le moment viendra où plus rien ne marchera. Tout édifice bâti sur l'insensibilité à la souffrance d'autrui est appelé à s'effondrer avec fracas. Attention à vous ! Vous dansez sur un toit reposant sur des piliers qui chancellent !

Parce que nous restons indifférents à la souffrance des femmes arabes retenues aux barrages routiers, nous n'entendons plus la plainte des femmes battues derrière la porte voisine de notre demeure, ni celle des mères célibataires luttant pour leur dignité. Nous avons cessé de dénombrer les cadavres des femmes assassinées par leur conjoint. Indifférents au sort des enfants palestiniens, pourquoi sommes-nous surpris de les retrouver un rictus de haine à la bouche, se faisant exploser en martyrs d'Al-lah là où nous venons pour nos loisirs parce que leur vie est un tourment, dans nos centres commerciaux parce qu'ils n'ont même pas l'espoir de faire, comme nous, des emplettes.

Ils versent le sang dans nos restaurants pour nous couper l'appé-

tit. Chez eux à la maison, enfants et parents souffrent de la faim et de l'humiliation. Même si on tuait 1000 terroristes par jour, rien ne changerait. Leurs leaders et leurs meneurs sont engendrés par la haine et la colère et par les mesures insensées que produisent nos infrastructures moralement corrompues. Aussi longtemps qu'un Israël arrogant, terroriste et insensible à soi-même et à autrui fera face à une Palestine humiliée et désespérée, nous ne pourrons pas nous maintenir.

Si tout cela était inévitable et infligé par une force surnaturelle, je me serais tu moi aussi. Mais il y a une autre option. C'est pourquoi il faut hurler.

Voici ce que le Premier ministre doit dire au peuple : le temps des illusions est périmé. On ne peut plus différer les décisions. Oui, nous aimons le pays de nos ancêtres dans sa totalité. Oui, nous aimerions bien y résider, nous tout seuls. Mais cela ne marche pas, les Arabes eux aussi ont leurs rêves et leurs besoins. Entre le Jourdain et la mer, c'en est fini de la majorité juive. Tout garder, mes chers concitoyens, comme cela, gratuitement, sans en payer le prix, est chose impossible.

La majorité palestinienne soumise à la botte des militaires israéliens, cela aussi est impossible. De même que croire que nous sommes la seule démocratie du Proche-Orient, parce que nous ne les sommes pas. Sans l'égalité complète pour les Arabes, il n'y a pas de démocratie. Conserver à la fois les territoires et une majorité juive dans le seul Etat juif tout en respectant les valeurs de l'humanisme et de la morale juive est une équation insoluble.

Vous voulez la totalité du territoire d'Eretz Israël? Parfait. Vous avez donc renoncé à la démocratie, et nous allons mettre en place un système efficace de ségrégation ethnique, de camps d'internement, de villes-prisons : le ghetto Kalkilya et le goulag Jénine.

Vous voulez une majorité juive? Parfait. Ou bien nous entasserons tous les Arabes dans des wagons de chemin de fer, des autobus, sur des chameaux et des ânes pour les

expulser. Ou bien nous allons nous séparer d'eux de manière radicale. Il n'y a pas de moyen terme. Cela implique le démantèlement de toutes - je dis bien : toutes - les implantations ainsi que la détermination d'une frontière internationale reconnue entre le foyer national juif et le foyer national palestinien. La loi du retour juive sera applicable exclusivement à l'intérieur du foyer national juif. Le droit au retour arabe sera applicable exclusivement à l'intérieur du foyer national arabe.

Si c'est la démocratie que vous voulez, vous avez deux options soit renoncer au rêve de l'Eretz Israël dans sa totalité, aux colonies et à leurs habitants, soit octroyer à tous la pleine citoyenneté avec droit de vote aux législatives, y compris aux Arabes. Dans ce dernier cas, ceux qui ne voulaient pas les Arabes dans l'Etat palestinien voisin les auront aux urnes, chez eux-mêmes. La majorité, c'est eux, nous, nous sommes la minorité.

Tel est le langage que doit tenir le Premier ministre. A lui de présenter courageusement les alternatives. C'est soit la discrimination ethnique pratiquée par des juifs, soit la démocratie. Ou bien les colonies, ou bien l'espérance pour deux peuples. Ou bien l'illusion d'un rempart de barbelés, des barrages routiers et des kamikazes, ou bien une frontière internationale consentie mutuellement, et Jérusalem capitale commune des deux Etats.

Il n'y a, hélas, pas de Premier ministre à Jérusalem. Le cancer qui ronge le corps du sionisme a déjà atteint la tête. Les métastases fatales sont là-haut. Il est arrivé naguère que Ben Gourion commette une erreur, mais il est resté d'une droiture irréprochable. Quand Begin n'avait pas raison, nul ne mettait en cause sa bonne foi, et pareillement quand Shamir ne faisait rien. De nos jours, selon un sondage récent, les Israéliens dans leur majorité doutent de la droiture du Premier ministre, tout en lui accordant leur confiance sur le plan politique. Autrement dit, la personnalité du Premier ministre actuel symbolise les deux faces de

notre infortune : un homme de moralité douteuse, jouisseur, faisant fi de la loi et modèle négatif d'identification, le tout combiné avec sa brutalité envers les occupants, laquelle oppose un barrage infranchissable à la paix. D'où la conclusion imparable : la révolution sioniste est morte.

Et l'opposition? Pourquoi garde-t-elle le silence? Parce que c'est l'été? Parce qu'elle est lasse? Parce qu'une partie de mes camarades souhaitent un gouvernement à tout prix, fût-ce celui de l'identification avec la maladie de préférence à la solidarité avec les victimes de la maladie? Les forces du Bien perdent l'espoir, font leurs valises et nous abandonnent ici, avec le sionisme tel qu'en lui-même, un Etat chauvin et cruel où sévit la discrimination, un Etat dont les nantis sont à l'étranger et où les pauvres déambulent dans les rues, un Etat où le pouvoir est corrompu et la politique est corruptrice, un Etat de pauvres et de généraux, un Etat de spoliateurs et de colons. Tel est en résumé le sionisme dans sa phase la plus critique de son histoire.

L'alternative, c'est une prise de position radicale : le blanc ou le noir - s'y dérober serait consentir à l'abject. Voici les composantes de l'option sioniste authentique : une frontière incontestée au centimètre près, un plan social global pour guérir la société israélienne de son insensibilité et de son absence de solidarité - la mise au ban du personnel politique corrompu aujourd'hui au pouvoir. Il n'est plus question de travaillistes face au Likoud, de droite contre la gauche.

A la place de tout cela, il faut opposer le permis au prohibé, la soumission à la loi contre la délinquance. On ne peut plus se contenter d'une alternative politique au gouvernement de Sharon. Il faut une alternative d'espérance à la mise en ruine du sionisme et de ses valeurs par ses démolisseurs muets, aveugles et démunis de toute sensibilité.

* Mercredi 10 septembre 2003, Le Monde / Traduit de l'hébreu par Lucien Lazare

Le défi, la dignité et le dogmatisme

par Edward Saïd

L'intellectuel palestinien de renommée mondiale Edward Saïd est décédé le 22 septembre à New York. Il est né le 1er novembre 1935 à Jérusalem, fils d'une Palestinienne protestante de famille aisée et d'un riche commerçant palestinien chrétien, devenu Américain. Musicologue éminent, il enseignait la littérature anglaise et comparée à Columbia. Il souffrait d'une leucémie chronique diagnostiquée en 1992.

Arrivé au Caire avec sa famille en 1947, il part ensuite à 17 ans étudier aux Etats-Unis. D'abord diplômé de Princeton, il obtient ensuite un doctorat en littérature comparée à Harvard. En 1963, il commence à enseigner à l'Université Columbia de New York. Après la défaite arabe de juin 1967, il s'attèle à la tâche de faire connaître la cause de son peuple aux Etats-Unis.

Edward Saïd entre en 1977 au Conseil national palestinien (CNP) et tente en vain de persuader la direction de l'OLP de l'importance de la diaspora palestinienne.

En 1978 paraît "Orientalism", son livre le plus connu. Dès 1979, dans "The Question of Palestine" il critique la manière dont l'OLP et les pays arabes traitent la question palestinienne.

En 1991 il quitte l'instance dirigeante palestinienne, mais poursuit le combat. Ainsi, il demande ouvertement depuis 1994 la démission d'Arafat - il le qualifie de "Pétain des Israéliens"- qui, avec les accords d'Oslo, a accepté selon lui la négation de l'histoire des Palestiniens.

Saïd, qui avait créé avec le chef d'orchestre israélo-argentin Daniel Barenboïm le "West Eastern Divan", un orchestre rassemblant des musiciens de tout le Proche-Orient, se battait pour la création d'un Etat palestinien souverain, où vivraient deux peuples déjà très imbriqués.

Il affirmait qu'Israéliens et Palestiniens vivent dans "un Etat binational de fait, l'apartheid en plus".

Edward Saïd était marié depuis 1970 et père de deux enfants.

Au cours d'un débat faisant suite à une conférence que j'avais prononcée à Oxford, il y a environ trois ans, je fus étonné par la question d'une jeune femme, dont j'apprit par la suite qu'il s'agissait d'une doctorante palestinienne, étudiante dans cette université. J'avais évoqué les événements de 1948, et le fait qu'il me semblait indispensable non seulement de comprendre les liens existant entre notre propre histoire et celle d'Israël, mais aussi que nous devons, en tant qu'Arabes, étudier cette autre histoire en tant qu'elle nous concerne directement, plutôt que de l'éviter ou de l'ignorer totale-

ment comme cela a été le cas trop longtemps. La question de la jeune femme visait à mettre en doute mes vues concernant la nécessité d'étudier Israël et d'en apprendre ce qu'il y a à en apprendre. «Ne s'agirait-il pas là d'une sorte d'attention apportée à Israël,» demanda-t-elle, «ne serait-ce pas une forme de concession vis-à-vis de ce pays?» Ce qu'elle était en train de me demander, c'était si une «non-normalisation» ignorante ne représentait pas une approche préférable pour un État qui avait fait un point de sa politique de s'opposer aux Palestiniens et de leur dénier toute autodétermination,

pour ne rien dire sur le fait qu'il était cause première du problème, en ayant dépossédé les Palestiniens.

Je dois avouer que cette idée ne m'avait encore jamais effleuré l'esprit, même durant ces longues années durant lesquelles Israël représentait l'Impensable dans le monde arabe et où l'on devait même utiliser la circonlocution euphémistique «entité sioniste» pour s'y référer. Après tout, me demandai-je intérieurement à mon tour, deux pays arabes majeurs avaient conclu une paix en bonne et due forme avec Israël, l'OLP l'avait déjà reconnu et poursuivait

avec lui un processus de paix, et plusieurs autres pays arabes entretenaient avec lui des relations diplomatiques et commerciales. Les intellectuels arabes avaient à l'honneur de n'avoir rien à faire avec Israël, de ne pas y mettre les pieds, de ne pas rencontrer d'Israéliens, etc. mais même eux étaient restés silencieux lorsque, par exemple, l'Égypte avait signé d'énormes contrats de vente de gaz naturel à Israël et maintenu ses relations diplomatiques avec l'État juif en dépit de ses fréquentes campagnes de répression féroce à l'encontre des Palestiniens. Comment diable quelqu'un pouvait-il s'opposer à ce qu'on analysât et à ce que l'on apprit tout ce qu'il y avait à apprendre d'un pays dont la présence parmi nous durant plus de cinquante ans a eu une telle influence et formé à ce point la vie de chaque homme, de chaque femme et de chaque enfant dans le monde arabe ?

Dans l'esprit de cette jeune femme, par conséquent, l'opposé de la (blâmable) concession était vraisemblablement le défi, l'acte de défier, de résister et de refuser de se plier devant la volonté d'un pouvoir que tout un chacun percevait comme injuste et borné. C'était, je le compris très bien, ce qu'elle préconisait que nous pratiquions vis-à-vis d'Israël, et non pas ce que j'essayais de suggérer, un engagement créatif (dans un dialogue) avec une culture et une société qui s'était toujours comportée, à tous les niveaux et qui continue à se comporter (comme la brutalité de la répression israélienne contre l'Intifada d'al-Aqsa le montre de manière dramatique) en s'entêtant dans une politique délibérée visant à la déshumanisation des Arabes, en général, et des Palestiniens, en particulier. Ce en quoi l'unique en son genre Ariel Sharon est difficilement différenciable de Barak, Rabin ou Ben-Gourion (en laissant de côté le racisme proprement pervers de bien des alliés de Sharon, tels Scharansky, Liberman et le Rabbin Ovadia Yousef). Ce que j'opposais à la vision de la jeune femme n'était pas simplement la nécessité qu'il y a à les comprendre, mais aussi à

nous comprendre nous-mêmes, si tant est que notre histoire serait incomplète si l'on ne prenait en considération Israël, ce qu'il a représenté dans nos existences, comment il a commis ce qu'il a commis, et ainsi de suite. De plus, je persiste à penser, en tant qu'éducateur, que la connaissance - toute forme de connaissance - est, de loin, préférable à l'ignorance. Il n'y a tout simplement aucune justification, d'un point de vue intellectuel, à persister dans une politique d'ignorance délibérée, ou à utiliser l'ignorance comme une arme dans une lutte quelle qu'elle soit. L'ignorance est l'ignorance, ni plus ni moins. Toujours, en tous les cas.

Par exemple, la chose admise pour évidente, des plus stupidement, par la direction palestinienne, a depuis toujours été que des pays comme l'Amérique et Israël ne seraient que des reflets des pays du Tiers Monde dans lesquels, à l'instar du Zaïre d'un Mobutu, par exemple, la politique est décidée en fonction du caprice du gouvernant ou de l'enrichissement de sa famille. Ce qui manque ici de manière crue, c'est la moindre notion qu'il s'agit là de pays complexes, généralement démocratiques, dont les sociétés civiles et les intérêts jouent un rôle très important, sinon décisif, dans le comportement de chacun d'entre eux. Mais plutôt que de s'attaquer à la mentalité ou aux idées régnant dans leurs sociétés civiles, nos leaders les ignorent et se focalisent, en lieu et place, sur un expédient consistant à graisser la patte à leurs dirigeants ou à les flatter. Quiconque connaît un tant soit peu Israël et les États-Unis vous dira que de telles gamineries sont parfaitement inutiles ; elles peuvent à la rigueur valoir à d'aucuns un dîner ou une poignée de mains réticente de la part du regretté Général Rabin à la Maison Blanche, mais rien de plus.

Ce qui est bien triste, c'est que cette contradiction n'est généralement pas perçue pour ce qu'elle est, mais bien comme quelque chose faisant partie, inévitablement, de la vie telle qu'elle va aujourd'hui. J'aurais eu tendance à

penser que plutôt que dénoncer Israël à propos de tout et de rien, il aurait été plus intelligent de coopérer avec certains secteurs, à l'intérieur de ce pays, qui défendent les droits civiques et humains, qui s'opposent à la colonisation, qui sont prêts à adopter une position sur l'occupation militaire, qui croient en la coexistence et en l'égalité, qui sont écoeurés par la répression officielle à l'encontre des Palestiniens. Car ce n'est que de cette manière qu'il y a quelque espoir de changer la politique d'Israël, étant donnée la disparité gigantesque en matière de puissance militaire entre Israël et l'ensemble des Arabes réunis. J'aurais aussi tendance à penser qu'il eût été tout simplement décent de se dissocier d'attaques antisémites aussi inacceptables que celles qui se sont élevées à Damas dernièrement : quel effet peuvent-elles avoir, si ce n'est celui d'exposer aux yeux du monde un état d'esprit aussi sectaire que complètement stupide ?

Je sais parfaitement que les passions suscitées aujourd'hui par la répression israélienne à l'encontre des Palestiniens sont sincères et que les gens, partout dans le monde, sont dégoûtés par les menées du gouvernement Sharon. Mais cette passion est-elle une excuse pour abandonner toute rationalité, et pour les intellectuels, en particulier, de brasser du vent de manière incohérente au lieu d'essayer, sérieusement, de trouver une position politique et morale sérieuse, basée sur la connaissance plutôt que sur une ignorance aveugle et mal avisée, qui ne saurait être qualifiée, en aucun cas, de position politique digne de ce nom ? Prenez la campagne, récente, contre la traduction d'ouvrages arabes en hébreu. On aurait pu penser que plus il y a d'oeuvres littéraires arabes disponibles en Israël, plus les Israéliens sont à même de nous comprendre en tant que peuple, et à cesser de nous traiter comme des animaux ou des sous-hommes. Non : en lieu et place, nous voyons le spectacle désolant d'écrivains arabes des plus respectables dénonçant en fait leurs collègues de s'«être lais-

sés aller» à une «normalisation» avec Israël, ce qui n'est autre que la traduction en langage imbécile de l'accusation de collaboration avec l'ennemi. N'est-il pas vrai, comme Julien Benda l'a formulé le premier, que les intellectuels devraient s'opposer aux passions collectives au lieu d'en faire commerce démagogiquement? Comment diable une traduction en hébreu pourrait-elle représenter un acte de collaboration? Être traduit dans une langue étrangère est toujours une victoire, pour un écrivain. Toujours, et partout. N'est-ce pas là chose bien plus intelligente et positive que la «normalisation» honteuse des différents pays qui entretiennent des relations diplomatiques et économiques avec l'ennemi, même au moment où les Palestiniens continuent à être écrabouillés comme autant de mouches par l'artillerie et l'aviation israéliennes? Les traductions en hébreu de la littérature arabe ne sont-elles pas une façon de pénétrer dans la vie culturelle israélienne, d'y produire un effet positif, d'y changer la disposition d'esprit des gens, la faisant passer de la passion sanguinaire à une compréhension raisonnée de l'Autre, Arabe, d'Israël, en particulier lorsque ce sont des éditeurs israéliens eux-mêmes qui ont pris l'initiative de publier ces traductions en signe de protestation culturelle contre la barbare politique arabe d'Israël?

Un malaise arabe plus profond

Toutes les confusions et les contradictions que j'ai décrites sont les signes d'un malaise arabe plus profond. Lorsque nous nous ingéniions à prendre des actes d'opposition puérite pour une résistance authentique, et aussi longtemps que nous considérerons que l'ignorance du style «je ne veux rien savoir» est un acte politique (alors qu'il ne s'agit en l'occurrence de rien de tel), et tant que nous persisterons à perdre toute dignité à réclamer à grands cris l'attention et la protection américaines, il est bien sûr que notre sens de la dignité et du res-

pect de nous-mêmes est en lambeaux. Qui n'a pas eu envie de rentrer sous terre à l'évocation d'Arafat, à la Maison Blanche, en 1993, répétant ses trois «thank you», avec une adulation abjecte, et qui n'a pas senti l'absence de tout sens du respect d'eux-mêmes de nos dirigeants qui semblent encore à ce jour incapable de trancher pour décider ce que sont pour nous les Américains: l'ennemi, ou le seul espoir qui nous reste? En lieu et place de politique basée sur des principes et des normes de comportement décent, nous nous abaissons à des actes de défiance futile basés sur des dogmes stupides et irréflechis édictant l'opposition à Israël tandis que nous n'offrons à nos compatriotes palestiniens assiégés d'autre aide que nos belles paroles et nos slogans patriotiques. Aucun modèle ne nous aidera à conduire nos actions. Le monde arabe, de nos jours, est l'allégorie de la médiocrité et de l'opportunisme, mais étant donné l'échec sur toute la ligne des dirigeants arabes, il incombe aux intellectuels de produire des analyses honnêtes et de donner des indications sur ce qui est raisonnable et juste, plutôt que de se joindre au chœur de la claque des flagorneurs qui font l'ornement des cours royales et présidentielles et des conseils d'administration, qu'ils honorent de leurs présences onctueuses et continûment déférentes.

Je conclurai par un exemple concret de ce que je veux dire. Dans tout le vacarme au sujet de la normalisation, j'ai remarqué qu'une chose brillait par son absence, en substance, le statut actuel des réfugiés palestiniens vivant dans tous les pays arabes, dont les conditions, où que ce soit - il n'y a malheureusement aucune exception - est uniformément misérable et inacceptable. Où qu'il y ait des Palestiniens, dans le monde arabe, il y a des lois et des règlements pour leur dénier le statut de résidents à part entière, ce qui leur interdit de travailler et de voyager et exige d'eux qu'ils aillent pointer au poste de police une fois par mois, etc. Israël n'est pas seul à maltraiter les Palestiniens: les

pays arabes font de même. Maintenant, voyons un peu s'il y a la moindre campagne conséquente des intellectuels arabes contre le traitement local, haïssable, des réfugiés palestiniens: vous n'en verrez aucune; vous n'entendrez parler d'aucune. Quelle excuse peut-on trouver pour les horribles camps de réfugiés dans lesquels sont contraints à vivre la plupart d'entre eux, jusqu'en des contrées comme la Cisjordanie ou la bande de Gaza; de quel droit les *mokhabarat* (services de sécurité) locales les harcèlent-elles et leur rendent-elles généralement la vie invivable? Pourquoi n'y a-t-il aucune campagne de presse de grande envergure et de longue durée pour dénoncer cette situation et appeler à y mettre un terme? Pourquoi? Je vais vous le dire: il est beaucoup plus facile (et beaucoup moins risqué) de vociférer contre la «normalisation» et les traductions en hébreu que de dénoncer les conditions de vie inacceptable des réfugiés palestiniens dans les pays arabes, à qui on répète à l'envi qu'ils ne sauraient être «normalisés», car cela contribuerait à inscrire dans les faits les objectifs d'Israël... Quelle ineptie!

Nous devons revenir aux valeurs essentielles et à l'honnêteté intellectuelle. Il n'y a pas de solution militaire à ce qui nous afflige, Arabes comme Juifs. Cette vérité ne laisse en scène que le pouvoir de l'esprit et de l'éducation pour faire le travail que les armées n'ont jamais pu accomplir en plus d'un demi-siècle. Savoir si les intellectuels israéliens ont failli ou non dans leur mission, ce n'est pas à nous d'en décider. Ce qui nous regarde, c'est l'état calamiteux du discours et de l'analyse dans le monde arabe. Face à cette situation, nous devons, en tant que citoyens, prendre nos responsabilités et nous efforcer, avant tout, de nous libérer des clichés obsolètes et des formules toutes faites qui encombrant nos écrits et nos propos.

*(Traduit de l'anglais
par Marcel Charbonnier)*

ECOUTEZ LES PILOTES

par David Grossman*

Maintenant que la fureur déclenchée par la déclaration des pilotes s'est un peu calmée, il est peut-être temps de les écouter attentivement et de se pencher sur l'essence de ce qu'ils ont voulu dire à travers leur protestation. Même si, en fin de compte, "la voix des masses" leur impose silence, et même si certains d'entre eux se rétractent, ce qu'ils ont dit conserve toute sa validité et toute son importance. Il faut faire preuve d'un minimum d'honnêteté et reconnaître qu'un gouvernement et un peuple qui envoient en leur nom leurs fils accomplir un travail difficile et souvent sale dans cette guerre très particulière, doivent écouter, pour une fois, et de façon sincère, ce que ceux qui font ces choses en leur nom ont à leur dire.

Le fond du message des pilotes est que les Palestiniens sont en ce moment capables de porter des attaques qui font mal contre Israël et les citoyens israéliens, que la guerre qui fait rage est toujours, au bout du compte, une guerre entre une puissance militaire et une population civile. Dans ce genre de guerre, Israël doit s'imposer des limites, de natures pratiques et morales.

Les pilotes rappellent aux Israéliens que même si le but d'une action militaire est de frapper un assassin qui doit mourir, quand un Etat donne l'ordre de larguer une bombe d'une tonne sur un quartier résidentiel situé dans l'endroit où la densité de population est la plus forte du monde, et en sachant parfaitement que des centaines de civils innocents peu-

vent être atteints, cette action, dans une mesure significative, emploie les méthodes d'une organisation terroriste. Et quand un Etat donne l'ordre à ses pilotes de lancer des missiles contre une voiture qui roule au milieu de passants, même si l'ordre n'est pas destiné à frapper ceux-ci intentionnellement, la nature de l'action, comme ses conséquences, s'apparentent à celles d'une organisation terroriste.

Un Etat n'a pas le droit d'agir de la même manière qu'une organisation terroriste. Il faut s'en souvenir aujourd'hui aussi, alors que notre sang bout après l'attentat brutal de Haïfa. L'une des raisons en est l'influence destructrice de ces modes d'action sur la société elle-même. Une autre raison est qu'un Etat n'a pas le droit de perpétrer des assassinats, des meurtres et des exécutions sans jugement, parce qu'alors, il perd toute la légitimité dont il se réclame face aux organisations terroristes.

Et quand le commandant en chef de l'armée de l'Air d'Israël dit que "quiconque commet un meurtre contre des enfants en Israël doit tenir compte du fait qu'autour de lui, il y a aussi des enfants qui peuvent se faire tuer", il doit comprendre qu'un tel argument est à double tranchant, même si Israël ne frappe pas des enfants intentionnellement.

Un gouvernement entêté, qui depuis longtemps maintenant torpille toute chance de négociation et qui n'utilise que de la force, encore de la force et toujours de la force vis-à-vis des Palestiniens,

condamne ses soldats à souffrir des affres de dilemmes moraux insupportables. A-t-il le droit de leur tourner le dos, de se sentir insulté et choqué, quand ces hommes, après tant d'années, commencent à se rendre compte de la manière dont ils sont utilisés? N'est-ce pas le moment de se confronter au contenu de ce qu'ils ont à dire, et de regarder droit dans le miroir qu'ils tendent (courageusement, et en toute conscience du prix qu'ils auront à payer) à la société israélienne tout entière?

Tsahal a toujours proclamé fièrement que pour ses forces aériennes, ce qui comptait n'était pas l'avion mais le pilote, l'homme dans la machine. Tout soldat israélien a été élevé dans le principe/oxymoron de la pureté des armes, et dans la croyance que Tsahal est l'armée la plus humaine et la plus morale du monde. Comment l'état-major peut-il nier aujourd'hui qu'il y a des gens, dans les avions et dans les hélicoptères? Quelle est la raison de l'insensibilité hermétique de la majorité du public, qui n'envisage même pas une seconde d'écouter la détresse de gens dont il est exige, non seulement de mener une guerre contre l'ennemi, mais aussi de prendre sur leur conscience, pour la vie, le fait de tuer sans nécessité des hommes, des femmes et des enfants innocents?

Il y a quelque chose dans la réaction violente et presque hystérique du public qui donne l'impression que le phénomène de la "foule lyncheuse" qui s'en est prise aux pilotes ne provient pas seule-

ment de leur refus d'accomplir leurs missions: il semble que ce qu'ont fait les pilotes de plus difficile, jusqu'à en être insoutenable, c'est d'avoir fait voler en éclats la couche protectrice dont les Israéliens s'étaient enveloppés pendant des années, pour ne pas savoir ni comprendre ce qui se faisait vraiment en leur nom.

C'est, peut-être, ce qu'il y a derrière l'absurde accusation de trahison dont on les accable: s'ils ont trahi, ils n'ont trahi qu'un gigantesque déni consensuel, un aveuglement collectif. Pendant un court instant, les pilotes ont réussi à faire ce lien effrayant entre ce que fait Israël dans les territoires depuis 36 ans et les attentats terroristes, et cela, apparemment, ne leur sera pas pardonné facilement. On peut choisir de ne pas lire les reportages d'Amira Hass et de Gideon Levy, mais quand des pilotes hébreux, la chair de la chair du consensus israélien, le joyau de la couronne israélienne, nous force à regarder, ne serait-ce qu'un fugace instant, au cœur des ténèbres, le premier instinct nous dicte de sortir de la, de raccommo-der très vite le gilet de sauvetage déchiré qui nous protège du savoir et de l'entendement, et de passer immédiatement, comme Tsahal nous l'a appris, à la contre-attaque, cette fois contre les pilotes.

* David Grossman est écrivain. Article publié dans *Haaretz*, 8 oct 2003